

AMADOU GON COULIBALY

Premier ministre de Côte d'Ivoire

Mesdames et messieurs, c'est avec un réel plaisir que je prends part à cette édition 2018 de la World Policy Conference à Rabat. Je voudrais donc avant tout propos traduire à Sa Majesté Mohammed VI, Roi du Maroc, les salutations et les amitiés du Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence M. Alassane Ouattara. Je voudrais en son nom me réjouir de l'excellence des relations d'amitié et de coopération qui unissent nos deux pays. Je souhaite remercier M. Thierry de Montbrial, Président de l'Institut français des relations internationales, de m'avoir associé à cette importante rencontre qui offre chaque année, et ceci depuis 2008, l'opportunité aux décideurs, aux chercheurs, aux leaders d'opinion de discuter des défis du monde d'aujourd'hui.

Mesdames et messieurs, l'Afrique, au cours de deux dernières décennies, a fait des progrès remarquables, et ceci dans de nombreux domaines. Au niveau économique, la croissance économique annuelle africaine est restée, à l'exception de l'année 2016, au-dessus de la moyenne mondiale avec des taux pour certains pays qui ont oscillé entre 7 et 10 %. Je voudrais me réjouir de ce que la Côte d'Ivoire, au cours des dernières années, se situait au niveau de ces pays.

Les investissements publics et privés en Afrique subsaharienne sont en nette croissance, notamment les investissements directs étrangers qui sont passés de 25 milliards de dollars US en 2010 à plus de 42 milliards de dollars US en 2017, soit une hausse de 68 %.

Au niveau social, le taux de l'extrême pauvreté en Afrique est passé de 57 % en 1990 à 43 % en 2012 puis à 35 % en 2015.

Enfin, au niveau politique, la démocratie et les libertés individuelles se sont renforcées avec une baisse significative du nombre de conflits.

Vous constatez donc que l'image du continent s'est considérablement améliorée au point que le journal *The Economist* qui avait qualifié l'Afrique en mai 2000 de « continent sans espoir » a transformé ce titre pour devenir « Afrique montante » puis « l'Afrique aspirante ».

Je voudrais à présent partager avec vous quelques données sur notre continent. L'Afrique est sortie du siècle des coups d'Etat violents et des conflits armés comme moyens d'accession au pouvoir d'Etat, mais la stabilité politique et institutionnelle sur le continent reste néanmoins à consolider. Les menaces terroristes auxquelles sont confrontées certaines sous-régions du continent perdurent. Malgré les efforts considérables réalisés ces dernières années, l'Afrique a besoin, selon la Banque africaine de développement, d'environ 108 milliards de dollars US par an pour répondre à ses besoins en infrastructures. A titre d'exemple, les 48 pays d'Afrique subsaharienne avec une population combinée d'environ 800 millions d'habitants génèrent à peu près la même électricité que l'Espagne qui a une population de 45 millions d'habitants. Sur une échelle de 0 à 1, l'Afrique subsaharienne a un score moyen de 0,40 pour une moyenne mondiale de 0,57 dans l'évaluation de l'indice de capital humain de la Banque mondiale qui a été lancé le 11 octobre dernier à Bali.

Le continent africain possède aujourd'hui 60 % des terres arables inexploitées au monde et d'abondantes ressources minières et énergétiques, y compris renouvelables. Notre continent abrite six des dix économies les plus dynamiques au monde en termes de croissance, dont fait partie la Côte d'Ivoire. Les fondamentaux du continent africain sont solides pour continuer sa trajectoire de croissance.

Pour finir, je dirais que, d'ici 2050, selon les Nations Unies, une personne sur quatre sera africaine, la population des jeunes Africains de moins de 15 ans sera d'environ 850 millions et notre main d'œuvre sera la plus importante au monde.

Mesdames et messieurs, les informations ci-dessus présentent à la fois les forces, mais également les faiblesses de notre continent. Cependant, l'Afrique dispose de bases solides pour devenir un pilier de la croissance et de la prospérité mondiale. Pour ce faire, il est de la responsabilité des dirigeants africains de mettre en place des politiques et des stratégies capables de relever les défis, et ceci dans un monde en perpétuelle mutation, dans un monde de moins en moins prévisible. En effet, comme le disaient plusieurs personnalités, l'exemple récent des pays d'Asie, notamment de la Chine, avec la multiplication par 56 de son PIB par habitant au cours des 40 dernières années, et la sortie de près de 700 millions d'habitants de la pauvreté montre que cela est possible. De mon de vue, les gouvernements africains pourraient mettre l'accent sur 7 priorités.

La première serait la stabilité politique, la paix et la sécurité. En effet, sur l'ensemble du continent africain, ces points constituent des facteurs essentiels pour consolider le développement de l'Afrique. La communauté internationale à cet égard devra soutenir les initiatives régionales de prévention et de gestion des conflits. Par ailleurs, concernant la lutte contre le terrorisme, les opérations telles que celle menée par le G5 Sahel méritent d'être appuyées sur le plan financier et logistique. A titre d'exemple, sur ces problématiques de sécurité et du type de coopération que nous pourrions avoir, je rappellerai que, lorsque le Président Alassane Ouattara était Président de la CDAO et que la crise au Mali a éclaté, la bonne coordination entre la CDAO et la France a permis avec l'opération Serval d'arrêter ce qui aurait été une catastrophe pour la sous-région ouest-africaine.

Deuxième priorité, la réduction du *gap* en infrastructures. Il s'agit ici d'améliorer la compétitivité de nos économies. Pour ce faire, nous devons mobiliser davantage de ressources fiscales et d'épargne, mais aussi renforcer la coopération financière bilatérale et multilatérale et promouvoir les partenariats public-privé. En Côte d'Ivoire, nous investissons annuellement environ 30 % du budget de l'Etat dans le financement des infrastructures. Dans le secteur électrique à titre d'exemple, nous exportons de l'électricité vers 7 pays de la sous-région et notre capacité énergétique, en hausse de 55 % depuis 2011, est aujourd'hui de 2 250 MW avec un objectif d'atteindre 4 000 MW à l'horizon 2020.

La troisième priorité me semble être l'éducation et la formation des jeunes. L'accent doit être mis sur l'éducation, et ceci sur une période de 6 à 16 ans, nous devons rendre l'éducation obligatoire. Nous devons également avoir une attention particulière sur la question de la formation professionnelle pour pouvoir relever le défi de l'emploi. Et également sur l'innovation, le secteur de la science et des technologies, notamment les technologies de l'information et de la communication. Je voudrais également indiquer qu'en Côte d'Ivoire, nous investissons environ le tiers de notre budget pour les dépenses sociales qui comprennent particulièrement l'éducation et également la santé.

La quatrième priorité, c'est l'amélioration du climat des affaires. Ce point demeure une priorité pour accélérer le développement du secteur privé et attirer les investissements directs étrangers. Comme l'atteste le récent classement au *Doing Business*, le nombre de pays africains dans le top 100 a doublé, passant de 5 en 2010 à 10 en 2017. Les pays africains sont donc sur la bonne voie, mais doivent impérativement poursuivre leurs efforts.

La cinquième priorité, c'est l'industrialisation du continent. La transformation structurelle de l'économie africaine passe par son industrialisation. Pour nous, en tant que gouvernement ivoirien, compte tenu de la forte base agricole de la Côte d'Ivoire, cela passe par la transformation de nos matières premières agricoles, notamment le cacao et la noix de cajou, produits pour lesquels la Côte d'Ivoire est le premier pays producteur mondial avec respectivement environ 2 millions de tonnes pour le cacao et 750 000 tonnes pour la noix de cajou. Par la transformation locale notamment du cacao, nous visons à créer des emplois et à accroître notre part dans la chaîne de valeur de l'industrie du cacao qui est évaluée, tenez-vous bien, à près de 100 milliards de dollars, dont seulement 6 % reviennent aux pays producteurs.

La sixième priorité, c'est le maintien d'un cadre macroéconomique robuste. Cela est indispensable pour gagner et consolider la confiance de tous et établir une stabilité de développement. Nous avons effectué des réformes structurelles profondes qui ont permis d'assainir notre cadre macroéconomique et le taux de croissance en Côte d'Ivoire est ressorti à environ 8 % au cours des 6 dernières années et est estimé entre 7 et 8 % pour la période de

2018 à 2023 avec une inflation maîtrisée en dessous de 2 %, un ratio dette/PIB autour de 44-45 % et un déficit budgétaire que nous projetons à fin 2019 à 3 %.

Enfin, l'accélération de l'intégration régionale devrait permettre aux entreprises d'avoir accès à des marchés de grande taille et faciliter les échanges. En plus de la participation de la Côte d'Ivoire à l'UMOA et à la CDAO, nous faisons partie des pays ayant signé l'accord sur la zone de libre-échange continentale qui permettra de créer un marché commun de plus de 1,2 milliard d'habitants. Toutefois, les gouvernements ne pourront pas y arriver seuls, le secteur privé a un grand rôle à jouer, il reste le moteur de la croissance. Le secteur privé devrait améliorer sa productivité et ses performances pour tirer le meilleur parti des opportunités en Afrique, mettre sur l'accent sur les innovations technologiques comme dans les autres économies émergentes, notamment en Asie, et enfin travailler avec le gouvernement pour trouver les solutions aux facteurs qui entravent sa capacité à produire et à exporter des biens.

Mesdames et messieurs, la conférence qui nous réunit ce jour constitue l'occasion pour mener des réflexions approfondies sur les défis auxquels l'Afrique et le monde font face. Je me réjouis de la pertinence des thématiques, notamment celles relatives aux défis économiques mondiaux des 5 prochaines années, aux migrations et à l'avenir du multiculturalisme, à l'emploi des jeunes, à l'énergie et au climat, ainsi qu'aux enjeux sécuritaires et au financement du développement. Je reste persuadé, au vu de la qualité de cette assemblée, que sortiront de nos travaux des propositions et des recommandations pertinentes et qui permettront à nos Etats de mettre en place des politiques adaptées pour le développement économique et social en Afrique et dans le monde. C'est sur cet espoir que je voudrais clore mon propos en renouvelant mes sincères remerciements à Sa Majesté le Roi Mohammed VI et aux organisateurs de la World Policy Conference et souhaiter plein succès à nos travaux. Je vous remercie.

Thierry de MONTBRIAL

Monsieur le Premier Ministre, je vous remercie de ce discours extrêmement riche et extrêmement varié. Comme le temps presse, je vous poserai seulement une question toute bête, qui est la suivante. Nous avons tous l'habitude de parler de l'Afrique en général, et d'ailleurs, en discutant avec vos collaborateurs de votre discours de ce matin, on vous a demandé de parler de l'Afrique, et vous l'avez fait magnifiquement. Mais est-ce que ce langage, parler de l'Afrique comme nous le faisons tous et constamment, est pertinent ? Est-ce que ce n'est pas comme si on disait l'Amérique en mettant tout le continent américain nord et sud ensemble ou l'Asie dans son ensemble ? Est-ce que parler de l'Afrique a un vrai sens ? C'est ça ma question toute bête et toute simple.

Amadou Gon COULIBALY

Je pense qu'il y a des éléments qui sont communs au continent. Ces éléments communs peuvent concerner des questions historiques, la manière dont les différents Etats sont passés par des stades de colonisation, sont après devenus indépendants et font face à peu près aux mêmes défis. Nous avons là quelque chose de commun à l'ensemble du continent africain.

Mais du point de vue du développement économique et des réalités telles que vécues maintenant sur le continent, je pense que nous pouvons également considérer qu'il y a plusieurs composantes sur le continent. L'Afrique du Nord est déjà une composante en soi, par rapport à l'Afrique subsaharienne. Nous avons des réalités qui sont différentes et nous avons, vous pouvez le constater, en termes économiques, des degrés d'avancement qui sont différents. Mais dans l'Afrique subsaharienne, vous avez des sous-régions qui ne vivent pas exactement les mêmes choses et qui ne reposent pas exactement sur les mêmes éléments de potentiel économique. Il y a des pays dont le potentiel est essentiellement agricole, il y a des pays dont le potentiel est plutôt minier, il y a des pays qui ont d'autres potentiels.

Je crois donc que, de ce point de vue, nous pouvons considérer que parler simplement de l'Afrique est une globalisation qui ne permet pas de cerner au mieux les problématiques ici et là et de pouvoir donc les résoudre. Je suis donc totalement d'accord. Vous avez aujourd'hui le CFA au niveau de l'Afrique de l'Ouest et le CFA de l'Afrique centrale. Donc la zone CMARC et la zone UMOA n'ont pas totalement les mêmes réalités. Vous avez une zone qui a une base pétrolière forte, une économie à base de pétrole, et l'autre qui a une économie basée sur l'agriculture. Donc

ils ne font pas face exactement aux mêmes défis et aux mêmes préoccupations avec toute l'incidence que cela peut avoir sur les politiques économiques qui sont menées.

Je suis donc totalement d'accord sur l'idée que globaliser n'est pas pertinent pour adresser des questions, mais l'on ne peut pas dire qu'il n'y a pas un fonds commun à l'ensemble de ces pays d'Afrique subsaharienne, un fonds historique commun, un cheminement vers la République pour la plupart commun, et des défis qui, en grande partie, sont totalement les mêmes, mais avec des moyens très différents pour pouvoir relever ces défis.

Thierry de MONTBRIAL

Je vous remercie beaucoup pour cette excellente réponse à une mauvaise question. C'est la difficulté avec la World Policy Conference, c'est qu'on a toujours envie de continuer. Là, on a ouvert une avenue. Disons simplement, M. le Premier Ministre, que votre présence nous renforce dans une idée que nous avons qui est d'avoir une participation croissante de personnalités africaines dans cette WPC dans les années qui viennent, et j'espère que vous nous y aiderez. Merci infiniment de votre venue. Je vous souhaite aussi un très bon séjour au Maroc. Je souhaite, au nom de tous nos participants, de tous nos membres, tous nos vœux pour la prospérité de votre pays.

Amadou Gon COULIBALY

Je voudrais vraiment vous remercier et vous dire que c'est avec beaucoup de plaisir que j'ai participé. Cette idée d'associer de plus en plus de dirigeants et de responsables africains me paraît importante. Dans un monde aujourd'hui totalement globalisé, c'est évident que toutes les politiques que nous pouvons mener dans nos pays sont influencées par l'environnement mondial. Nos pays ne sont pas insensibles à l'évolution des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Nos pays ne sont pas insensibles à l'évolution du dollar. Nous sommes des pays exportateurs de matières premières qui sont libellées sur les marchés en dollars, etc. Je pense donc qu'il est extrêmement important que, pour ces conférences et pour la réflexion sur la gouvernance mondiale, y compris le rôle que nous pouvons jouer aux Nations Unies, dans le cadre des débats sur la gestion de tous les conflits mondiaux, je pense que la voix de l'Afrique est nécessaire et peut apporter des solutions dans l'ensemble des questions de gouvernance mondiale. Je vous remercie en tout cas pour votre invitation.

Thierry de MONTBRIAL

Merci, M. le Premier Ministre.